

MARCHÉS PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

FXF1

MISE EN DEMEURE

Le formulaire EXE14 est un modèle, qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice, pour formaliser une mise en demeure adressée au titulaire d'un marché public

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public)

SFDRF DIRECTION DU PATRIMOINE LOCATIF SERVICE MAINTENANCE 53 RUE DE PARIS 97464 SAINT DENIS CEDEX SIRET 310 863 378 000 25

B - Identification du titulaire du marché public.

Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement]

ANAMOUTOU EGPE 48 COMMUNE CARRON 97 441 SAINTE SUZANNE T 0692 38 41 45

SIRET 481 968 469 00017

(Conditions	ďenvoi d	e la mise	e en demeure	e au titulaire d	du marché public
---	------------	----------	-----------	--------------	------------------	------------------

(Cocher la case correspondante.)

	directement	t au	titu	laire.
--	-------------	------	------	--------

sous-couvert du mandataire du groupement d'entreprises titulaire

(en cas de co-traitance.)

C - Objet du marché public.

Objet du marché public :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public. En cas d'allotissement, préciser également l'objet de la consultation. En cas d'accord-cadre, indiquer l'objet de ce dernier)

TRAVAUX DE RAVALEMENT DE FACADES VARANGUES & PARTIES COMMUNES LOT 3 – 80 LLS RESIDENCE "MONTPLAISIR"

- Date de la notification du marché public : 13/03/2018
- Durée d'exécution du marché public : quatre mois (cf AE art. 6)

D - Clauses contractuelles mises en œuvre.

(Préciser les clauses contractuelles du marché public, notamment les articles du CCAP, mises en œuvre pour la mise en demeure)

CCAP / article 6.3 en dérogation du CCAG travaux article 20.1 : pénalités

E - Lettre. (Cocher les cases correspondantes.) Madame, Monsieur, Par: П marché public n° П bon de commande n° П ordre de service n° lettre n° en date du 12/07/2018, il vous a été demandé d'exécuter les prestations désignées ci-dessous avant le 21/08/2018 : (Détailler les prestations visées par la mise en demeure.) L'ordre de service n° 1 fixait la date de fin des travaux pour au plus tard le 13/07/2018 Cette demande: est conforme aux clauses d'exécution du marché public. constitue une mise en jeu de la garantie prévue au marché public. Ces prestations, régulièrement demandées, ne sont pas exécutées à ce jour. (Expliquer, de manière très précise, en quoi les prestations commandées ne sont toujours pas exécutées.) Depuis plusieurs mois, nous relançons l'entreprise SPCA pour l'exécution des travaux restant à réaliser ; chaque fois la finalisation des travaux nous est annoncée sous quinzaine Ces prestations doivent être exécutées, sans faute, pour le 28/09/2018 au plus tard. Le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète de ces prestations. En l'absence d'exécution à cette date, je prononcerai : la résiliation simple du marché public, à vos torts. la résiliation du marché public, à vos torts et son exécution à vos frais et risques. l'exécution à vos frais et risques par une autre entreprise, sans résiliation du marché public, des prestations suivantes : (uniquement pour les marchés publics de travaux.) Travaux restant à réaliser : finalisation du marché de travaux comprenant notamment : remplacement des boites aux lettres & reprises de peintures autour des boites aux lettres, remplacement de toute la numérotation (boites aux lettres, portes palières, entrées de bâtiments, etc...) Je vous invite à présenter vos éventuelles observations avant le délai minimum légal Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées. A: Saint Denis, le 14/09/2018

Signature

(représentant du pouvoir adjudicateur ou du maître d'œuvre)